

**AGRICULTURES  
PRODUISONS  
AUTREMENT**

**écoantibio2017**

Réduire l'utilisation des antibiotiques vétérinaires :  
**diminuer, c'est possible**



**ÉVALUER LA CONSOMMATION  
D'ANTIBIOTIQUES À USAGE  
VÉTÉRINAIRE ET LA RÉDUIRE**

**14 NOVEMBRE 2012**

# Sommaire

Programme du colloque Page 3

## Résumés des interventions

- **Les objectifs et les moyens du suivi des consommations d'antibiotiques,** Page 5  
Gérard MOULIN, Anses- Agence nationale du médicament vétérinaire (ANMV)
- **Quantification de l'utilisation d'antibiotiques au niveau du troupeau : ABcheck, une application internet gratuite en ligne** Page 6  
Mérel POSTMA, Université de Gand, Belgique
- **Le panel Inaporc : suivi des usages antibiotiques en élevage de porcs,** Page 7  
Anne HEMONIC, Institut du porc - IFIP
- **Le suivi individuel par le vétérinaire** Page 8  
Jérôme DEFACHELLES, SNGTV
- **L'utilisation d'antibiotiques chez les animaux : la politique néerlandaise** Page 8  
Christianne BRUSCHKE, Albert MEIJERING, Jan SEVENSTER- ministère des affaires économiques, de l'agriculture et de l'innovation, Pays-Bas
- **Qualité du lait et réduction des mammites** Page 9  
Ivanne LEPELIER, Groupement de défense sanitaire de Bretagne (GDS Bretagne)
- **Conditions de réussite d'une démarche de médication raisonnée en filière cunicole** Page 10  
Dominique LE CREN, - Comité Lapin Interprofessionnel pour la Promotion des Produits (CLIPP)
- **L'activité du vétérinaire : audit technique et formation, du vétérinaire traitant au conseiller technique** Page 11  
Philippe LE COZ, Arnaud LEBRET - Chêne Vert Conseil, Commission porcine de la SNGTV
- **La restructuration des bâtiments d'élevage : importance de la conception et de la conduite d'élevage dans la gestion des maladies pulmonaires chez le porc** Page 12  
Christelle FABLET - Anses - Laboratoire de Ploufragan-Plouzané

Plaquette de présentation du Plan Ecoantibio 2017

Liste des participants

## Évaluer la consommation d'antibiotiques à usage vétérinaire et la réduire

Colloque organisé par le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt dans le cadre de la journée européenne de sensibilisation à l'usage des antibiotiques.

Mercredi 14 novembre 2012 – salle Gambetta – 78 rue de Varenne – 75007 Paris

## Programme

8h30

Accueil

9h00

Discours d'introduction de Stéphane LE FOLL, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Déroulé de la journée par Patrick DEHAUMONT, directeur général de l'alimentation.

**1<sup>ère</sup> session : modérateur : Philippe VANNIER**

**LE SUIVI DES CONSOMMATIONS ET DES PRESCRIPTIONS D'ANTIBIOTIQUES :  
OBJECTIFS, OUTILS ET MÉTHODES**

9h30

« **Les objectifs et les moyens du suivi des consommations d'antibiotiques** » par **Gérard MOULIN** (Agence nationale du médicament vétérinaire, Anses-ANMV) : réflexion sur la collecte des données de consommation ; présentation des objectifs et des moyens à développer pour les éleveurs, les vétérinaires et pour les gestionnaires du risque ; comparaison entre États membres.

9h45

« **Le suivi individuel par l'éleveur** » par **Merel POSTMA (Université de Gand, Belgique)** : un exemple d'outil individuel d'auto-évaluation des consommations d'antibiotiques pour l'éleveur : le projet Red Check AB.

10h15

« **Le suivi collectif au sein d'une filière** » par **Anne HEMONIC** (Institut du porc-IFIP) : Exemple de suivi volontaire des consommations au sein de la filière porcine.

10h30

« **Le suivi individuel par le vétérinaire** » par **Jérôme DEFACHELLES** (SNGTV) : exemple d'outil individuel d'auto-évaluation pour le suivi de l'usage des antibiotiques en filière bovine : la suite Vetelevage ».

10h45-11h00

Pause

11h00

« Le suivi au niveau national des consommations d'antibiotiques en médecine vétérinaire : l'exemple des Pays-Bas » par **Christianne BRUSCHKE**, Cheffe des services vétérinaires officiels, Ministère des Affaires économiques, de l'agriculture et de l'innovation, Pays-Bas.

11h30

**Table ronde** : « De quels types d'outils avons-nous besoin pour suivre l'évolution des consommations d'antibiotiques à usage vétérinaire et vérifier l'atteinte de l'objectif d'une diminution de 25 % en 5 ans ? ».

Participants : CVO néerlandais (**Christianne BRUSCHKE**), ANSES-ANMV (**Jean-Pierre ORAND**), Coop de France, (**Yves DA ROS**), FNSEA (**Pascal FÉREY**), GDS France (**Marc-Henri CASSAGNE**), IGAS (**Jacques SAURET**), SNGTV (**Jacqueline BASTIEN**), Université de Gand (**Merel POSTMA**), SIMV (**Françoise BLOND**).

12h30

Pause déjeuner/buffet.

**2<sup>ème</sup> session : modérateur : Philippe VANNIER**  
**COMMENT RÉDUIRE OU ÉVITER L'UTILISATION DES ANTIBIOTIQUES EN ÉLEVAGE ?**  
**DE LA NÉCESSITÉ D'UNE APPROCHE INTÉGRÉE**

14h00

« Exemple d'un plan d'actions en filière laitière réduisant les pathologies infectieuses consommatrices d'antibiotiques : qualité du lait et réduction des mammites » : **Ivanne LEPERLIER**, vétérinaire GDS Bretagne.

14h15

« Mise en œuvre des conditions de la réussite d'une démarche volontaire en filière cunicole » : **Dominique LE CREN**, (CLIPP).

14h30

« L'activité du vétérinaire : audit technique et formation. Du vétérinaire traitant au conseiller technique ». **Arnaud LEBRET**, (Commission porcine de la SNGTV, Chêne vert Conseil).

14h45

« La restructuration des bâtiments d'élevage : importance de la conception et de la conduite des élevages dans la gestion des maladies pulmonaires chez le porc ». **Christelle FABLET**, (ANSES-Ploufragan).

15H00

**Table ronde** : « Diminuer, c'est possible ».

Participants : **Virginie KLES** (Sénatrice d'Ille et Vilaine), ACTA (**Eugène SCHAEFFER**), CVO néerlandais (**Christianne BRUSCHKE**), Coop de France (**Yves DA ROS**), DGPAAT (**Catherine BAELEN**), FNSEA (**Pascal FÉREY**), GDS France (**Michel COMBES**), ITAB (**André LE DU**), SNGTV (**Philippe LE COZ**), SNVSE (**Emmanuel BENETEAU**).

16H30

Conclusions de **Patrick DEHAUMONT**, directeur général de l'alimentation.

# Résumés des interventions

## Les objectifs et les moyens du suivi des consommations d'antibiotiques

Gérard MOULIN - Anses/ANMV

### Le suivi des consommations d'antibiotiques et le suivi de la résistance bactérienne sont des éléments essentiels dans une stratégie de lutte contre l'antibiorésistance.

Les objectifs principaux du suivi des consommations d'antibiotiques sont résumés dans la ligne directrice de l'OIE « Contrôle des quantités d'agents antimicrobiens utilisées chez les animaux dont la chair ou les produits sont destinés à la consommation humaine et détermination des profils d'utilisation » du code des Animaux Terrestres de l'OIE 2012 – chapitre 6.8.

Ces objectifs peuvent être différents pour les autorités compétentes, les filières, les vétérinaires ou les éleveurs.

Par exemple, un suivi de la consommation peut être mis en place pour :

- ▶ Vérifier l'atteinte de l'objectif de diminution de 25% de l'utilisation d'antibiotiques en 5 ans,
- ▶ mesurer les effets de la mise en place d'une charte d'utilisation des antibiotiques,
- ▶ mesurer l'atteinte d'un objectif de réduction de l'utilisation d'une famille de molécules,
- ▶ auto-évaluer et diagnostiquer son utilisation d'antibiotique,
- ▶ mesurer les effets d'un changement de pratique d'élevage.

En fonction de l'objectif ou des objectifs, les moyens à mettre en œuvre et la méthodologie utilisée peuvent être différents.

Les données peuvent être obtenues par des études à l'échelle nationale, ou par des études sur le terrain ou encore par des collectes informatisées de données. Aucun de ces systèmes n'est parfait et chaque méthodologie présente des avantages et des inconvénients principalement en termes de coût, de représentativité, de précision. Ces systèmes sont complémentaires et peuvent apporter des informations de natures différentes.

De nombreux indicateurs sont utilisés et il est important de les relier à l'objectif du suivi mis en place pour chacun d'eux. Ainsi, pour caractériser la pression de sélection par les antibiotiques, le pourcentage d'animaux traités est l'indicateur le plus simple et le plus pertinent. Le nombre de jours de traitement constitue un indicateur complémentaire.

Il est important de ne pas confondre les indicateurs de volumes d'antibiotiques et d'exposition. En effet, compte tenu des différences d'activité et de posologie entre les différents antibiotiques, les tonnages vendus ne traduisent pas précisément l'utilisation des antibiotiques. Ainsi, les antibiotiques récents sont généralement plus actifs et nécessitent l'administration d'une quantité plus faible. Pour évaluer l'exposition des animaux aux antibiotiques, il est nécessaire de prendre en compte, en particulier, la posologie et la durée d'administration, mais aussi l'évolution de la population animale au cours du temps. Ainsi une diminution du volume des ventes ne traduit pas forcément une diminution de l'utilisation.

La comparaison de l'utilisation d'antibiotiques entre les pays n'est pas possible avec les données actuelles provenant du projet ESVAC (Surveillance européenne de la consommation d'antibiotiques vétérinaires). Ces données sont des données de ventes sans distinction d'espèces corrigées par un facteur prenant en compte la masse de la population animale. Seule la définition d'indicateur(s) harmonisé(s) calculé à partir des données de même nature, par espèce animale, collectés dans les divers Etats membres permettra une telle comparaison. Aussi au sein de l'ESVAC, deux groupes de travail ont été mis en place pour faire des propositions pour obtenir des données par espèce animale et pour définir des indicateurs d'exposition. Un premier document de réflexion devrait être publié fin 2012.

# Quantification de l'utilisation d'antibiotiques au niveau du troupeau : ABcheck, une application internet gratuite en ligne

Merel POSTMA, Université de Gand , Faculté de médecine vétérinaire, Département de reproduction, obstétrique et santé des troupeaux, Unité d'épidémiologie vétérinaire

Connaître l'importance de l'utilisation des antibiotiques dans un troupeau est extrêmement important pour mettre en œuvre des corrections et se concentrer sur un usage prudent. Pour quantifier l'utilisation des antibiotiques dans des élevages de porcs, volailles et dindes, un système de « contrôle de l'utilisation des antibiotiques » a été développé par l'Unité d'Epidémiologie Vétérinaire de la faculté de Médecine Vétérinaire de l'Université de Gand. Depuis juin 2011, ce système est accessible en ligne gratuitement ([www.ABcheck.ugent.be](http://www.ABcheck.ugent.be)), en néerlandais, en anglais et en français. Un module pour les ruminants sera bientôt disponible.

**Matériels et méthodes :** L'ABcheck offre la possibilité aux éleveurs, aux vétérinaires et aux techniciens en élevage de pouvoir calculer eux-mêmes l'incidence de traitement (TI) sur un élevage, en utilisant des données spécifiques au troupeau. Des informations secondaires sont fournies, par exemple sur le fait de savoir si tel ou tel antibiotique fait partie des listes des antibiotiques d'importance critique de l'OMS ou de l'OIE.

Le système est entièrement anonyme, aucun identifiant n'est demandé. La seule information à communiquer par l'éleveur concerne le nombre d'animaux par cycle de production, le type de produit, la quantité utilisée et la durée du traitement. Les caractéristiques du troupeau, telles que la durée du cycle de production et le poids des animaux, sont préremplies mais elles peuvent être adaptées. L'ABcheck peut être utilisé pour des traitements à visée prophylactique ou curative. Si l'on veut, les scores peuvent être conservés et réclamés après l'enregistrement. L'éleveur peut voir sur un graphique le positionnement de son troupeau par rapport aux autres élevages enregistrés dans la base de données (= benchmarking). La base de données sur laquelle s'appuie le calculateur regroupe tous les antibiotiques enregistrés en Belgique pour les différentes catégories d'animaux. Pour chaque antibiotique, l'animal daily dose (ADD) a été déterminée sur la base des doses moyennes prescrites dans les notices. Les données concernant les antibiotiques d'action prolongée ont été estimées d'après les articles de recherche scientifique disponibles. Toutes les ADD utilisées figurent sur le site internet.

**Résultats :** Actuellement, les données figurant dans la base de données concernent 28 troupeaux de porcs d'élevage, 77 de porcelets et 44 de porcs à l'engraissement, 47 troupeaux de poulets de chair et un troupeau de poules pondeuses ainsi qu'un troupeau de dindes. La base de données est dynamique et les données nouvellement sauvegardées sont directement ajoutées aux graphiques.

Les graphiques montrent une grande diversité d'utilisation des antibiotiques dans les troupeaux de porcs et de volailles en Belgique, avec des incidences de traitement allant de 0 à 250 pour les porcs d'élevage, de quasiment 0 à près de 1800 pour les porcelets, de 0 à 450 pour les porcs d'engraissement et de 50 à 500 pour les poulets de chair. L'ABcheck a été regardé dans plus de 20 pays différents et il suscite un grand intérêt auprès de personnes diverses car il s'agit d'un outil très demandé dans le contexte des discussions en cours sur l'utilisation des antibiotiques et la résistance aux antibiotiques chez l'animal.

**Conclusions et discussion :** L'ABcheck offre un outil gratuit et facile à utiliser pour mesurer l'utilisation des antibiotiques, qui donne un aperçu complet et des éléments pour la discussion et l'amélioration au niveau du troupeau !

# Le panel Inaporc : suivi des usages antibiotiques en élevage de porcs

Anne HEMONIC – Institut du porc - IFIP

**Le plan national de réduction des risques d'antibiorésistance en médecine vétérinaire, publié en 2011, prévoit une réduction de 25% de la consommation d'antibiotiques en cinq ans. Les objectifs sont de diminuer la contribution des antibiotiques utilisés en médecine vétérinaire à la résistance bactérienne et de préserver l'arsenal thérapeutique existant. Dans ce contexte, les outils de suivi des usages d'antibiotiques sont des dispositifs essentiels. En France, si les quantités de matière active vendues par les laboratoires pharmaceutiques sont connues et publiées annuellement par l'Agence Nationale du Médicament Vétérinaire (ANMV, 2011), l'estimation par espèce animale est parfois imprécise et l'affectation des usages par stade physiologique est actuellement impossible.**

Par ailleurs, des estimations directes par enquêtes en élevages de porcs ont été réalisées par l'Anses à plusieurs reprises, notamment en 2005 et 2008, mais le mode de constitution de l'échantillon (zone géographique restreinte à la Bretagne) ne permettait pas une extrapolation fiable des résultats à l'ensemble de la production nationale (Chauvin, 2010).

C'est pourquoi, dès 2010, l'Interprofession Nationale Porcine INAPORC a mandaté l'IFIP pour mettre en place, avec l'appui technique de l'Anses, un panel d'élevages permettant :

- ▶ de mesurer de manière fiable les quantités d'antibiotiques utilisées dans la filière porcine française,
- ▶ de préciser les modalités d'utilisation de ces antibiotiques (animaux concernés, voies d'administration, motifs de traitement, ...) et
- ▶ de comparer les résultats aux autres données disponibles.

Cette présentation met l'accent sur la méthodologie employée pour mettre en place cet outil :

- ▶ constitution d'un panel d'élevages de porcs répondant à des objectifs précis de taille d'échantillon et de représentativité vis-vis de la production française ;
- ▶ modalités de récolte des données et choix des indicateurs pour exprimer l'intensité d'usage des antibiotiques en élevage, selon les stades physiologiques, les voies d'administration, les familles de molécules et les motifs de traitement.

De plus, les premiers résultats seront comparés aux autres données françaises disponibles, publiées par l'Anses et l'ANMV.

Ces premiers résultats constituent des références fiables pour la filière porcine et complètent celles de l'ANMV, en ajustant certaines données à la baisse et surtout, en précisant les modes d'utilisation des antibiotiques. Le panel, destiné à être ponctuellement renouvelé, constitue donc un outil très complémentaire des estimations annuelles de ventes de l'ANMV.

## Le suivi individuel par le vétérinaire

Jérôme DEFACHELLES - Vice-président de la SNGTV

**La SNGTV a développé depuis plusieurs années une gamme d'outils informatiques destinée à la production bovine nommé «la Suite VETELEVAGE».**

Le logiciel VETELEVAGE permet de saisir les interventions en élevage et les prescriptions hors examen clinique afin de remplir les obligations du vétérinaire en ce qui concerne le cahier sanitaire et la réalisation des ordonnances.

Au sein de cette suite, le logiciel VETESTEL permet la valorisation des données sanitaires en facilitant la réalisation des visites sanitaires bovines, des bilans sanitaires et des protocoles de soins. Un module assure en plus le suivi de l'utilisation des antibiotiques dans les élevages administrés par le vétérinaire ou par l'éleveur.

On peut ainsi analyser les pratiques des différents vétérinaires d'une structure en fonction des pathologies traitées et des différentes familles d'antibiotiques. Il est possible aussi d'effectuer des comparaisons entre périodes.

En ce qui concerne l'éleveur, c'est au cours de la réalisation du bilan sanitaire et des protocoles de soins que cette analyse sera menée afin de recadrer le cas échéant les pratiques de traitement.

## L'utilisation d'antibiotiques chez les animaux : La politique néerlandaise

Christianne BRUSCHKE, Albert MEIJERING, Jan SEVENSTER- ministère des affaires économiques, de l'agriculture et de l'innovation, Pays-Bas

**Les Pays-Bas font partie des pays qui utilisent le plus d'antibiotiques dans le secteur de la production animale. Ces dernières années, nous avons vu des inquiétudes croissantes des milieux médicaux, publics et politiques quant au risque pour la santé humaine présenté par des bactéries résistantes provenant des animaux. Cette présentation décrit le processus engagé depuis 2008 pour réduire et améliorer l'utilisation d'antibiotiques, nos points de départ, nos objectifs, nos actions jusqu'à ce jour, notre situation actuelle et à venir.**

Aux Pays-Bas, nous essayons toujours de travailler et de mettre en place des mesures éventuelles en étroite concertation avec les filières. Les acteurs néerlandais des principales filières de production (porc, poulet de chair, veau, bétail) ont établi ensemble en 2008 des plans directeurs pour réaliser l'objectif de réduction.

Afin de parvenir à la transparence concernant l'utilisation dans chaque filière, il est nécessaire que chaque exploitation procède à un enregistrement adéquat. Ces données peuvent alors être utilisées pour des évaluations comparatives entre les différentes exploitations.

L'objectif de 20 % de réduction en 2011, 50% en 2013 et 70% en 2015 a été fixé par les ministres de l'Agriculture et de la Santé. Ces chiffres valaient pour l'utilisation en 2009.

Les infections à BLSE sont induites par l'utilisation d'antibiotiques bêta-lactames. Les mesures (entre autre) à court terme prévoient l'arrêt de l'utilisation des céphalosporines de 3<sup>ème</sup>/4<sup>ème</sup> génération pour les groupes d'animaux et dans les produits de tarissement. En outre, les nouveaux antibiotiques devraient demeurer réservés à l'utilisation humaine et la règle de la cascade devrait être limitée. A long terme, il faudrait arrêter d'utiliser systématiquement ces antibiotiques et ne les employer que dans des cas exceptionnels et lorsque des valeurs de sensibilité ont été déterminées.

Outre les produits déjà cités, la colistine est un autre produit critique dans le secteur de la santé publique. Le Conseil de la Santé a donc conseillé de réserver la colistine à l'utilisation humaine.

La responsabilité revient en premier lieu aux filières mais le gouvernement fixe les objectifs et doit créer des cadres, là où nécessaire, et est également responsable du contrôle et de l'application de cette réglementation.

Les chiffres du premier semestre 2012 montrent que les Pays-Bas ont déjà atteint l'objectif de 50 % de réduction en 2013.



# Qualité du lait et réduction des mammites - Exemple d'un plan d'action en filière laitière réduisant les pathologies infectieuses consommatrices d'antibiotiques

Ivanne LEPELIER, vétérinaire, Groupement de défense sanitaire de Bretagne (GDS Bretagne)

L'action du GDS Bretagne a pour objectif de **réduire l'incidence des infections intramammaires** en élevage. Elle contribue ainsi à valoriser le revenu de l'éleveur (diminution des pénalités) et à limiter l'usage des antibiotiques. Elle présente plusieurs degrés d'impact auprès des éleveurs :

- ▶ un système d'alerte pour repérer les élevages qui arrivent en situation critique (> 250 000 cellules/ml tank sur 3 mois) : **une intervention « niveau 1 »** est proposée à tous ces éleveurs.
- ▶ **une intervention spécialisée « niveau 2 »** si nécessaire,
- ▶ **une formation destinée** aux éleveurs en alerte, en collaboration avec les laiteries, le contrôle laitier et la chambre d'agriculture.

Les interventions individuelles permettent une **approche globale** où le technicien GDS :

- ▶ détermine le modèle épidémiologique (données d'élevage, analyses bactériologiques),
- ▶ recense les pratiques à risque,
- ▶ accompagne la mise en place de mesures correctives avec des visites de suivi.

Des interventions spécialisées sont effectuées pour les cas difficiles : assistance à la traite, test dynamique de la traite, diagnostic bâtiment, évaluation de l'installation électrique.

Le suivi dure entre 9 et 15 mois en moyenne (données GDS Bretagne 2011) pour restaurer la situation : **1 209 élevages suivis**. Une thèse vétérinaire par O. Doyen (2008) a montré que l'incidence des mammites sub-cliniques baisse de 4 points dans les 2 mois qui suivent la première intervention GDS.

En outre, **la situation collective évolue favorablement** depuis la mise en place de l'ensemble de ces moyens (données morbihannaise). Leur succès est déterminé par la **« force de frappe »** (ressources) engagée par les GDS et une **mobilisation des partenaires**.

# Conditions de réussite d'une démarche de médication raisonnée en filière cynicole

Dominique LE CREN - Comité Lapin Interprofessionnel pour la Promotion des Produits (CLIPP)

Considérant que l'antibiorésistance est devenue un problème majeur de santé publique et que dans ce contexte, l'usage des antibiotiques dans les filières animales doit être rigoureusement encadré et maîtrisé, le Comité Interprofessionnel du lapin - CLIPP - dans le prolongement des actions initiées dès 2006, s'est engagé avec les organisations vétérinaires SNGTV et AVCF dans la mise en place d'un plan d'action volontariste pour renforcer la sensibilisation de tous les acteurs et accélérer la diminution de la consommation d'antibiotiques.

Ce plan s'inscrit dans les orientations fixées par les Pouvoirs Publics dans le plan national de réduction des risques d'antibiorésistance en médecine vétérinaire. Il vise à améliorer la gestion sanitaire des élevages et à mettre en place tous les moyens nécessaires à une médication raisonnée. L'enjeu est majeur et nécessite une totale implication de l'ensemble des partenaires de la filière. **Le plan s'appuie sur la constitution d'une Charte Interprofessionnelle de bonne maîtrise sanitaire et de bon usage des traitements médicamenteux en élevage cynicole** à laquelle l'ensemble des maillons de la filière adhère par la voix des familles professionnelles. Elle s'accompagne **d'accords volontaires individualisés signés** qui expriment les engagements pris par chacun.

**Le plan prévoit aussi la mise en place d'outils de formation destinés aux techniciens d'élevage et aux éleveurs.** Le but de cette formation est de faire comprendre les enjeux de l'antibiorésistance, de faire progresser les pratiques d'élevage avec la mise en avant des règles sanitaires et des principes relatifs à l'utilisation d'une eau de boisson de bonne qualité, et ceux relatifs à la prescription et au bon usage des médicaments.

**Pour le bon suivi des résultats du plan, l'Interprofession a mis en place avec l'INRA et sous contrôle de l'ANSES des indicateurs utilisables sur le terrain** par les techniciens d'élevage et les éleveurs pour mesurer l'évolution de la consommation d'antibiotiques par bande (indicateurs de fréquence de traitement IFTAr et IFTAc) et fixer des objectifs de progrès.

L'Interprofession est volontariste mais veut rester prudente quant à la réalisation de ses objectifs et souhaite que les efforts de recherche soient développés pour les espèces mineures, notamment dans le domaine de la recherche génomique. La résistance des animaux aux maladies bactériennes apparaît comme une voie essentielle pour limiter l'usage des antibiotiques. Le CLIPP apporte son soutien financier à un programme de recherche de l'INRA qui consiste à rechercher les caractères de résistance à la pasteurellose chez les lapins (la pasteurellose est une des principales maladies des lapins).

# L'activité du vétérinaire : audit technique et formation, du vétérinaire traitant au conseiller technique

Dr Philippe LE COZ, Dr Arnaud LEBRET - Chêne Vert Conseil, Commission porcine de la SNGTV

L'activité audit et formations au sein de « Chêne Vert conseil » est née de la réflexion menée par des vétérinaires libéraux intervenant en porc sur la nécessité d'évolution de leur métier qui devra passer progressivement de « pompiers sanitaires », rémunérés pratiquement uniquement sur la délivrance de médicaments, à un métier de conseiller à part entière capable de valoriser leur conseil auprès des éleveurs .

Pour ceci et du fait du besoin de mener de front une démarche purement sanitaire et une approche plus globale, un catalogue de produits-services a été créé parmi lesquels :

► **La prestation « Programme de stabilisation du syndrome dysgénésique respiratoire porcin (SDRP) » :**

la lutte contre cette pathologie insidieuse est nécessaire et est citée nommément comme un axe de travail évident dans la réduction des prescriptions d'antibiotiques. La spécialisation de l'équipe, l'élaboration d'un programme rigoureux et la mise à jour continue des connaissances ont permis à notre groupe de vétérinaires praticiens d'être reconnu aujourd'hui dans ce domaine.

Depuis 2005, cette prestation a été mise en place dans plusieurs dizaines d'élevage. Chêne Vert Conseil a encadré une thèse vétérinaire soutenue par Pauline Berton (qui a reçu le prix Jules Tournut à l'AFMVP en 2011) qui a permis de faire une étude rétrospective de ses travaux et d'apporter à l'ensemble de la filière son expérience de la lutte contre le virus.

► **Les prestations « Bilan des contaminants respiratoires » et « Audit ventilation » :**

au-delà, du SDRP la pathologie respiratoire du porc à l'engrais nécessite encore, malgré les nombreux vaccins disponibles sur le marché, beaucoup de traitements curatifs antibiotiques. Chêne vert Conseil a bâti une prestation de service sur ce thème pour offrir aux éleveurs la possibilité de faire un bilan complet des contaminants respiratoires dans leur élevage afin d'avoir une image claire de la dynamique de circulation des pathogènes. L'objectif final est d'adapter au mieux le plan de prophylaxie et la conduite de l'élevage dans le but de réduire les traitements curatifs. A cette démarche médicale, est associée une vraie remise en question de l'environnement des animaux par le biais d'un audit complet du système de ventilation réalisé par un binôme vétérinaire et technicien spécialisé. C'est un des exemples les plus aboutis de notre démarche pluridisciplinaire. Nous sommes convaincus de l'intérêt de cette démarche globale.

► **D'autres prestations sont aujourd'hui proposées aux éleveurs :** Expertise sanitaire de tout projet vage (création, restructuration), audit zootechnique et sanitaire de la conduite de la cochette, bilan « diarrhée néonatale ».

► **Enfin, un catalogue de formations pour les éleveurs et leurs salariés a été développé :** le sommaire sera détaillé lors de l'intervention. Il s'articule autour des notions de bonnes pratiques d'élevage et de soins aux animaux pour chaque stade physiologique, de biosécurité externe et interne et de bien-être.

## La restructuration des bâtiments d'élevage : importance de la conception et de la conduite d'élevage dans la gestion des maladies pulmonaires chez le porc

Christelle FABLET - Anses-Laboratoire de Ploufragan-Plouzané - Unité d'épidémiologie et de bien-être du porc

**En France, les porcs sont principalement élevés en collectivité dans des bâtiments fermés. Dans ce contexte, l'élevage de porcs consiste à gérer une population d'animaux souvent de grande taille et composée de différentes catégories d'âge dans un environnement dont la maîtrise relève de la responsabilité de l'éleveur.**

Les conditions d'élevage ainsi offertes aux animaux influencent en partie le développement et la sévérité des maladies, en particulier celles à caractère multifactoriel. Plus spécifiquement, des travaux récents menés dans le grand ouest de la France par le laboratoire de Ploufragan de l'Anses montrent qu'au-delà des agents infectieux, des facteurs ayant trait à la conduite et aux pratiques d'élevage, à l'hygiène, à l'architecture des bâtiments et aux conditions climatiques à l'intérieur des locaux d'élevage influencent le développement des maladies pulmonaires chez le porc.

Ces facteurs agissent de manière directe ou indirecte sur les possibilités de transmission des agents infectieux, la pression d'infection à laquelle sont soumis les porcs et la susceptibilité de ces derniers aux infections. Les résultats de ces travaux illustrent le fait que des leviers d'action non médicaux existent

pour prévenir et maîtriser efficacement les maladies pulmonaires et plus généralement pour gérer la santé des animaux. La configuration du bâtiment d'élevage, son lieu d'implantation, ses équipements ont un rôle direct ou indirect sur les possibilités ou la facilité de fournir aux animaux les conditions de vie (e.g. hygiène, climat) correspondant à leurs besoins.

Les éventuels handicaps structurels du logement se maintenant durablement, les points critiques dans ce domaine doivent donc être considérés dès la conception de l'élevage et lors de sa réorganisation en vue de réduire la probabilité d'apparition de troubles de santé des porcs.

# Liste des participants

**Mr. ABDELHAK Younes**

DRAAF/SRAL PACA

*younes.abdelhak@agriculture.gouv.fr*

**Mme AGRECH Anne-Elizabeth**

DRAAF SRAL Midi-Pyrénées

*anne-elizabeth.agrech@agriculture.gouv.fr*

**Mme ALEXANDRE Bénédicte**

COOPHAVET

*benedicte.alexandre@merial.com*

**Mr. AMAR Philippe**

COOP de FRANCE

*philippe.amar@coopdefrance.coop*

**Mr. ANDRILLON Claude**

DEPECHE VETERINAIRE

*claud.andrillon@wanadoo.fr*

**Mr. ANGOT Jean-Luc**

DGAL

*jean-luc.angot@agriculture.gouv.fr*

**Mme AQALLAL Maria**

Ministère de la Santé

*maria.aqallal@eleve.ehesp.fr*

**Mr. ARCHE Stéphane**

DGAL

*stephane.arche@agriculture.gouv.fr*

**Mr. ASSEMAT Benoit**

FSVF

*benoit.assemat@agriculture.gouv.fr*

**Mme AUBRY Laetitia**

DDPP Manche

*laetitia.aubry@manche.gouv.fr*

**Mr. AYMAR Frédéric**

GDS Cantal

*frederic.aymar.gds15@reseaugds.com*

**Mr. BALDO Eric**

Cap Elevage

*eric.baldo@nutriciab.fr*

**Mme BALLOT Nadine**

CNIEL

*nballot@cniel.com*

**Mme BALMISSE Elodie**

INRA

*elodie.balmisse@toulouse.inra.fr*

**Mr. BARRAL Eric**

CEVA SANTE ANIMALE

*eric.barral@ceva.com*

**Mme BARTHELEMY Marie-Anne**

SIMV

*ma.barthelemy@simv.org*

**Mme BASTIEN Jacqueline**

SNGTV

*jacqueline.bastien@wanadoo.fr*

**Mr. BAUSSIÉR Michel**

CISOV

*p.dessaint-cso.paris@veterinaire.fr*

**Mme BAELEN Catherine**

DGPAAT

*catherine.baelen@agriculture.gouv.fr*

**Mme BEAUGRAND Florence**

ONIRIS

*florence.beaugrand@oniris-nantes.fr*

**Mr. BENDALI Fatah**

CNIEL

*fatah.bendali@idele.fr*

**Mr. BENETEAU Emmanuel**

SNVSE

*ebeneteau@atlantic-veterinaires.fr*

**Mme BENOIT Fabienne**

LDA Manche

*fabienne.benoit@manche.fr*

**Mme BERTET Elise**

NOVARTIS

*elise.bertet@novartis.com*

**Mr. BIDAUD Olivier**

VIRBAC FRANCE

*olivier.bidaud@virbac.fr*

**Mme BLOND Françoise**

PFIZER

*francoise.blond@pfizer.com*

**Mr. BONBLED Philippe**

DRAAF Picardie  
*philippe.bonbled@agriculture.gouv.fr*

**Mme BONNET Sylvie**

DRAAF-SRAL Auvergne  
*sylvie.bonnet@agriculture.gouv.fr*

**Mme BONNET Julie**

ENVA  
*julybonnet@gmail.com*

**Mme BORN Claire**

ENSV  
*claire.born@ensv.vetagro-sup.fr*

**Mr. BOUCHER Samuel**

SNGTV commission cynicole  
*s.boucher@labovet.fr*

**Mr. BOUKAIBA Ahcene**

Atlantic- vétérinaire  
*aboukaiba@atlantic-veterinaires.fr*

**Mme BREUL Sabine**

ORVIA  
*sabine.breul@orvia.fr*

**Mme BRIS Valérie**

COOP de FRANCE  
*valerie.bris@coopdefrance.coop*

**Mme BROGLIE Stéphanie**

Ministère de la santé  
*stephanie.broglie@sante.gouv.fr*

**Mr. BROUILLET Pierre**

CSOV  
*p.dessaint-cso.paris@veterinaire.fr*

**Mme BRUSCHKE Christianne**

Ministère de l'agriculture - Pays-Bas  
*c.j.m.bruschke@mineleni.nl*

**Mme BURET Fabienne**

SRAL DRAAF Pays de la Loire  
*fabienne.buret@agriculture.gouv.fr*

**Mme CAPDEVIELLE Nathalie**

SOGIVAL  
*nathalie.capdevielle@sogival.fr*

**Mr. CASSAGNE Marc Henri**

GDS France  
*marc-henri.cassagne.fngds@reseaugds.com*

**Mr. CAVELIER Jean-Pierre**

CLIPP  
*dlecren@clipp.asso.fr*

**Mr. CAYEUX Louis**

FNSEA  
*louis.cayeux@fnsea.fr*

**Mme CAZIN Pascale**

DDPP Vienne  
*pascale.cazin@vienne.gouv.fr*

**Mme CHARDON Hélène**

Centre d'Information des Viandes  
*h.chardon@civ-viande.org*

**Mme CHATELIER Nathalie**

UGPVB  
*nchatelier@ugpvb.fr*

**Mme CHAUVIN Claire**

ANSES  
*claire.chauvin@anses.fr*

**Mme CHOUET Sylvie**

AFMVP  
*sylvie.chouet@cam.fr*

**Mme CIERCO Corinne**

GDS Meurthe-et-Moselle  
*gds54@gds54.com*

**Mr. COMBES Michel**

GDS France  
*michel.combes.gds15@reseaugds.com*

**Mme COURNARIE Fabienne**

SIMV  
*f.cournarie@simv.org*

**Mme COURTOIS Mary-Audrey**

INRA  
*mary-audrey.courtois@paris.inra.fr*

**Mr. DA ROS Yves**

COOP de FRANCE  
*ydaros@orange.fr*

**Mme DANGY Louise**

ENSV  
*louise.dangy@ensv.vetagro-sup.fr*

**Mme DARROUY-PAU Christine**

DDCSPP Hautes-Pyrénées  
*christine.pau@hautes-pyrenees.gouv.fr*

**Mr. DEBAERE Olivier**  
DGAL  
*olivier.debaere@agriculture.gouv.fr*

**Mr. DEDET Vincent**  
AUZALIDE  
*vDedet@invivo.edu*

**Mr. DEFACHELLES Jérôme**  
SNGTV  
*jerome.defachelles@wanadoo.fr*

**Mr. DEFFREIX Laurent**  
SNGTV  
*deffreix.biosud@wanadoo.fr*

**Mr. DEHAUMONT Patrick**  
DGAL  
*patrick.dehaumont@agriculture.gouv.fr*

**Mme DENIS Laurence**  
DDCSPP Savoie  
*laurence.denis@savoie.gouv.fr*

**Mr. DERIU Pascal**  
DGAL  
*pascal.deriu@agriculture.gouv.fr*

**Mme DEUVE RIOU Isabelle**  
QUALIAN  
*ideuveriou@qalian.com*

**Mr. DEZIER Cedric**  
MERIAL  
*cedric.dezier@merial.com*

**Mme DO Chantal**  
INRA  
*chantal.do-19@laposte.net*

**Mr. DUCROT Christian**  
INRA  
*ducrot@clermont.inra.fr*

**Mr. DUDOUYT Jean**  
AFLABV  
*j.dudouyt@aflabv.com*

**Mme DUNOYER Charlotte**  
ANSES  
*charlotte.dunoyer@anses.fr*

**Mr. DUPERRAY David**  
GDS Loire  
*duperraydavid@orange.fr*

**Mr. DUPRES Michel**  
GDS Rhône-Alpes  
*frgds.rhonealpes@reseaugds.com*

**Mr. DURAND Jerome**  
LABOVET conseil  
*j.durand@labovet.fr*

**Mr. DURIEZ Jean-Louis**  
CGAER  
*jean-louis.duriez@agriculture.gouv.fr*

**Mr. DUTIL Jocelyn**  
ENSV  
*jocelyn.dutil@ens-lyon.fr*

**Mme EON Laure**  
GDS Bouches du Rhone  
*laure.eon@laposte.net*

**Mr. ESPEISSE Olivier**  
ELANCO  
*espeisse\_olivier@elanco.com*

**Mme EXPERTON Catherine**  
ITAB  
*Catherine.experton@itab.asso.fr*

**Mme FABLET Christelle**  
ANSES  
*christelle.fablet@anses.fr*

**Mr. FANUEL Pascal**  
CSOV  
*p.dessaint-cso.paris@veterinaire.fr*

**Mr. FAROULT Bertrand**  
CNMV  
*bertrand.faroult@wanadoo.fr*

**Mme FARROKH Choreh**  
CNIEL  
*cfarrokh@cniel.com*

**Mr. FERREY Pascal**  
FNSEA  
*p.ferey@wanadoo.fr*

**Mr. FLEURISSON Régis**  
SELARL vétérinaires des andaines  
*vet-andaines@orange.fr*

**Mme FONTAINE Julie**  
LDA 79  
*j.fontaine@reseaucristal.fr*

**Mr. FORTANÉ Nicolas**

INRA

*nicolas.fortane@ivry.inra.fr*

**Mr. FOURNIER Dominique**

FILAVIE

*dominique.fournier@filavie.com*

**Mme FRANZETTI Isabelle**

DRAAF Bourgogne

*isabelle.franzetti@agriculture.gouv.fr*

**Mr. FRIC Denis**

ITAB

*denis.fric.vet@orange.fr*

**Mr. GAMBADE Patrick**

UNIVET SANTE ELEVAGE

*patrick.gambade@univetse.fr*

**Mr. GAUTIER Xavier**

LDC pôle amont

*xavier.gautier@ldc.fr*

**Mme GERARD Claudine**

Reussir porc

*c.gerard@reussir.fr*

**Mme GIRERD Raphaëlle**

Fédération des Industries Avicoles

*rgirerd@fia.fr*

**Mr. GOURAUD Xavier**

SNGTV

*gouraud@sngtv.org*

**Mr. GOUYET Loïc**

DDPP Finistère

*loic.gouyet@finistere.gouv.fr*

**Mr. GROISE Lionel**

DDPP Nord

*lionel.groise@nord.gouv.fr*

**Mr. GUERIAUX Didier**

DGAL

*didier.gueriaux@agriculture.gouv.fr*

**Mme GUERRUCCI Ségolène**

Syndicat National des Accoueurs

*sguerrucci.sna@orange.fr*

**Mme GUIHARD Clémence**

Institut de l'Elevage

*clemence.guihard@idele.fr*

**Mme GUYOT Marie**

SYNALAF

*m.guyot@synalaf.com*

**Mme HEMONIC Anne**

IFIP - Institut du Porc

*anne.hemonic@ifip.asso.fr*

**Mr. HENNINGER Marc**

SIMV

*henninger\_marc@elanco.com*

**Mr. HUMBERT Thibaut**

Clinique Vétérinaire Auban Moët

*thibaut.humbert@vetoenligne.fr*

**Mr. HUNAUT Jean-Louis**

SIMV

*jl.hunault@simv.org*

**Mr. HURON Sébastien**

VIRBAC

*sebastien.huron@virbac.com*

**Mme ISPA Myriam**

DDPP Haute-Garonne

*myrispa@yahoo.fr*

**Mme JAUREGUY Corinne**

SNVECO

*corinne.jaureguy@orange.fr*

**Mr. JEGO Ivan**

Gastronome

*ijego@gastronome.fr*

**Mr. JUVEN Philippe**

CNPO

*philippe-JUVEN@wanadoo.fr*

**Mr. KAUFMANN Pierre**

SNGTV

*kaufmann.pf@gmail.com*

**Mme KLES Virginie**

Sénatrice d'Ile et Vilaine

*v.kles@senat.fr*

**Mme KUHSE Solveig**

DDCSPP Haute-Marne

*solveig.kuhse@haute-marne.gouv.fr*

**Mme LANTERNE Adeline**

DDPP Vienne

*adeline.lanterne@vienne.gouv.fr*



**Mme LAVAL Arlette**  
ONIRIS  
*arlette.laval@wanadoo.fr*

**Mr. LE COZ Philippe**  
SNGTV  
*p.lecoz@chene-vert.com*

**Mme LE CREN Dominique**  
CLIPP  
*dlecren@clipp.asso.fr*

**Mr. LE DU André**  
ITAB  
*ledu@wibox.fr*

**Mr. LE GALL Eric**  
GTV Vendée  
*cvdumarais@orange.fr*

**Mr. LE POTTIER Gilles**  
CIDEF  
*cidef@wanadoo.fr*

**Mme LE TINEVEZ Réjane**  
INRA  
*rejane.letinevez@paris.inra.fr*

**Mr. LEBRET Arnaud**  
SNGTV  
*a.lebret@chenevertconseil.com*

**Mme LEGRAND Chantal**  
DDPP Nord Pas de Calais  
*chantal.legrand@nord.gouv.fr*

**Mr. LEMAN Eric**  
DRAAF/SRAL du Languedoc-Roussillon  
*eric.leman@agriculture.gouv.fr*

**Mr. LEMARCHAND Frédérique**  
PFIZER  
*frederique.lemarchand@pfizer.com*

**Mme LEPELIER Ivanne**  
GDS Bretagne  
*ivanne.leperlier@gds56.asso.fr*

**Mr. LESUEUR Christophe**  
BAYER SANTE  
*christophe.lesueur@bayer.com*

**Mme LEVADOUX Marine**  
CIPA  
*mlevadoux@cipaquaculture.asso.fr*

**Mr. LHERMIE Guillaume**  
VÉTOQUINOL  
*guillaume.lhermie@vetoquinol.com*

**Mme LIBER Mélanie**  
AVPO  
*m.luber@aveltis.com*

**Mme LIEBERT Françoise**  
CGAER  
*francoise.liebert@agriculture.gouv.fr*

**Mr. LORENT Thierry**  
Clinique Vétérinaire de Malestroit  
*lorentthierry@aol.com*

**Mme M'ZALI Fatima**  
Aquitaine Microbiologie  
*fatima.mzali@u-bordeaux2.fr*

**Mr. MADEC Jean-Yves**  
ANSES Lyon  
*jean-yves.madec@anses.fr*

**Mme MALHÈRE Célia**  
ENSV  
*celia.malhere@ensv.vetagro-sup.fr*

**Mr. MANTECA Christophe**  
CEVA  
*christophe.manteca@ceva.com*

**Mme MARCELOT Nathalie**  
COOPHAVET  
*nathalie.marcelot@merial.com*

**Mr. MARCHAND Dominique**  
SNVECO  
*dmarchand-vet@orange.fr*

**Mme MAREC Céline**  
FNEC/FNPL  
*celine.marec@fnpl.fr*

**Mme MARTI-BIZIEN Elodie**  
DDCSPP Loir-et-Cher  
*elodie.marti@loir-et-cher.gouv.fr*

**Mr. MARTINS FERREIRA Charles**  
DGAL  
*charles.martins-ferreira@agriculture.gouv.fr*

**Mme MEDAILLE Christine**  
LABORATOIRE VEBIOTEL  
*christine.medaille@orange.fr*

**Mme MEDOUS Caroline**

DDPP Haute-Garonne  
*caroline.medous@haute-garonne.gouv.fr*

**Mme MIALON Monique**

DDPP Puy-de-Dôme  
*monique.mialon@puy-de-dome.gouv.fr*

**Mr. MIALOT Jean-Paul**

CGAAER  
*jean-paul.mialot@agriculture.gouv.fr*

**Mme MICHOT Sarah**

DRAAF Nord Pas de Calais  
*sarah.michot@agriculture.gouv.fr*

**Mr. MIDY Grégoire**

TERRENA les Fermiers d'Ancenis  
*gmidy@terrena.fr*

**Mme MITRALIAS Roxanne**

Confédération Paysanne  
*rmitralias@confederationpaysanne.fr*

**Mr. MONTAUT Laurent**

DGAL  
*laurent.montaut@agriculture.gouv.fr*

**Mme NAYME Kaotar**

Institut Pasteur  
*naymekaotar@gmail.com*

**Mr. ORAND Jean-Pierre**

ANSES ANMV  
*jean-pierre.orand@anses.fr*

**Mme OSDOIT Claire**

GDS de l'Orne  
*claire.osdoit@gdsco.fr*

**Mr. PANKO Andrzej**

Les Fermiers Landais SA  
*a.panko@fermiers-landais.fr*

**Mme PAUL Sophie**

SNGTV  
*sophie.paul3@wanadoo.fr*

**Mme PE Marie-Pierre**

CIFOG  
*cifog@wanadoo.fr*

**Mme PERRIN Gwenola**

DDPP Côtes d'Armor  
*gwenola.perrin@cotes-darmor.gouv.fr*

**Mr. PERZO Jean-Francois**

BAYER SANTE  
*jean-francois.perzo@bayer.com*

**Mr. PICARD Jean Michel**

DGAL  
*jean-michel.picard@agriculture.gouv.fr*

**Mr. PIETRUSZEWSKI Cyril**

DDCSPP Territoire de Belfort  
*cyril.pietruszewski@territoire-de-belfort.gouv.fr*

**Mme PLACE Thérèse**

DRAAF SRAL Centre  
*therese.place@agriculture.gouv.fr*

**Mme PONSICH Aurélia**

GDS Centre  
*contact@gdscentre.fr*

**Mme POSTMA Merel**

Université de Gand - Belgique  
*merel.postma@ugent.be*

**Mr. POTTIEZ Michel**

SRAL DRAAF de Lorraine  
*michel.pottiez@agriculture.gouv.fr*

**Mme PROUILLAC Caroline**

VetAgroSup Lyon  
*caroline.prouillac@vetagro-sup.fr*

**Mme PUZIN Lorraine**

ENSV  
*lorraine.puzin@ensv.vetagro-sup.fr*

**Mme RENNES Stéphanie**

INRA  
*stephanie.rennes@paris.inra.fr*

**Mme RETAUX Charlotte**

COOPERATIVE LE GOUESSANT  
*charlotte.retaux@legouessant.fr*

**Mr. RÉTHO Marc**

Sud Ouest Volailles  
*marc.retho@terres-du-sud.fr*

**Mme RICHARD DEBLOCK Sylvie**

DDCSPP Yonne  
*sylvie.richard@yonne.gouv.fr*

**Mr. RIDREMONT Bertrand**

MSD Santé animale  
*bertrand.ridremont@merck.com*

**Mme RIFFARD Cécile**

CNPO  
*cecile.riffard@cnpo.fr*

**Mr. RISBOURG Nicolas**

GDS Aisne  
*nicolas.risbourg.gds02@reseaugds.com*

**Mme RIVIERE Nathalie**

RESEDA  
*riviere.reseda@orange.fr*

**Mme ROBERT Nathalie**

CEVA  
*nathalie.robert@ceva.com*

**Mme ROBINAULT Corinne**

DDPP Côtes d'Armor  
*corinne.robinault@cotes-darmor.gouv.fr*

**Mr. ROBINE Bernard**

SNVECO  
*bernard.robine@wanadoo.fr*

**Mr. ROUSSEL Eric**

La France agricole  
*e.rousseau@gfa.fr*

**Mr. ROUSSELOT Jean François**

AFVAC  
*jfrousselot@wanadoo.fr*

**Mr. ROUSSY Sébastien**

DDPP Pyrénées-atlantiques  
*sebastien.rousseau@pyrenees-atlantiques.gouv.fr*

**Mme ROY Christelle**

GDS Corrèze  
*roychristelle@neuf.fr*

**Mme SALHI Florence**

DGER  
*florence.salhi@agriculture.gouv.fr*

**Mme SAMAIN Johanna**

ENSV  
*johanna.samain@ensv.vetagro-sup.fr*

**Mr. SANDERS Pascal**

ANSES  
*pascal.sanders@anses.fr*

**Mr. SAURET Jacques**

IGAS  
*jacques.sauret@igas.gouv.fr*

**Mr. SCHAEFFER Eugène**

ACTA  
*eugene.schaeffer@acta.asso.fr*

**Mr. SEVENSTER Jan**

Ministère de l'agriculture – Pays-Bas  
*j.g.sevenster@mineleni.nl*

**Mr. SEVIN Jean-Luc**

AVPO  
*jean-luc.sevin@socavet.fr*

**Mr. SOUBELET Jean-Baptiste**

GfK  
*jean-baptiste.soubelet@gfk.com*

**Mme SOUBELET Hélène**

Ministère de l'écologie  
*helene.soubelet@developpement-durable.gouv.fr*

**Mme SOUBEYRAN Emmanuelle**

DGAL  
*emmanuelle.soubeyran@agriculture.gouv.fr*

**Mr. TALENTON Yvan**

SRAL Limousin  
*yvan.talenton@agriculture.gouv.fr*

**Mme TARARE Annie**

SRAL Basse Normandie  
*annie.tarare@agriculture.gouv.fr*

**Mr. THOUVENY Etienne**

Faculté Lille 2  
*ethouveny@gmail.com*

**Mme TOURATIER Anne**

GDS France  
*anne.touratier.fngds@reseaugds.com*

**Mme TOURETTE Isabelle**

GDS France  
*isabelle.tourette.fngds@reseaugds.com*

**Mr. TOUSSAINT Bruno**

SNIA  
*b.toussaint@nutritionanimale.org*

**Mme TRAVEL Angélique**

ITAVI  
*travel.itavi@tours.inra.fr*

**Mr. TREBAOL Jeff**

FNP  
*caroline.tailleur@fnsea.fr*

**Mr. VAN OPSTAL Nico**  
Ambassade des Pays-Bas  
*par-Inv@minbuza.nl*

**Mr. VANDAELE Eric**  
AUZALIDE  
*eric.vandaele@wanadoo.fr*

**Mr. VANHOYE Bernard**  
CGAER  
*bernard.vanhoye@agriculture.gouv.fr*

**Mr. VANNIER Philippe**  
*phi.vannier@orange.fr*

**Mr. VARDON Jacques**  
CGAER  
*jacques.vardon@agriculture.gouv.fr*

**Mme VEAUCLIN Nathalie**  
SNIV-SNCP  
*nathalie.veauclin@orange.fr*

**Mr. VEILLY Marc**  
CSOV  
*p.dessaint-cso.paris@veterinaire.fr*

**Mme WACQUET Fanny**  
INRA  
*fanny.wacquet@paris.inra.fr*